

Programme

« L'Iran républicain : économie et société »

**Centre d'études et de recherches internationales,
avec le concours du Fonds d'analyse des sociétés politiques**

sous la direction de Fariba Adelhah, directrice de recherche à SciencesPo./CERI

L'élection du président Ahmadinejad en juin 2005 et l'envenimement de la question nucléaire ont souligné une fois de plus que la trajectoire de la République islamique d'Iran n'était pas linéaire et qu'elle ne se réduisait pas à un affrontement bipolaire entre conservateurs et réformateurs. La lutte factionnelle est certes centrale dans la vie politique du pays faute d'un système de partis et d'institutions entièrement démocratiques. Mais la représentativité au moins partielle de ces dernières du fait de la tenue d'élections compétitives et le caractère collégial du processus de prise de décision, singulièrement dans le domaine de la politique étrangère, nécessitent des analyses rigoureuses et plus subtiles que les interprétations binaires qui ont généralement cours. Pour comprendre l'évolution politique de l'Iran, il est plus indispensable que jamais de la mettre en perspective avec les transformations sociales accélérées que connaît le pays, ne serait-ce qu'en raison de la jeunesse de sa population, de l'ampleur des flux migratoires et de la libéralisation économique.

L'une des expressions les plus visibles de cette interaction entre la sphère politique et le changement social est le regain du nationalisme qui au demeurant a été une dimension constitutive de la Révolution de 1979 et de la formation de l'Etat depuis au moins la fin du XIX^{ème} siècle. Mais d'autres phénomènes méritent d'être considérés, comme l'institutionnalisation du champ religieux, les pratiques d'accumulation économique, la différenciation, la professionnalisation et même la sécularisation ou en tout cas la rationalisation croissantes de la société. La politique étrangère de l'Iran et la réception qu'elle reçoit à l'intérieur du pays comme dans la diaspora, maintenant forte de 4 millions d'expatriés, est elle aussi tributaire de cette recomposition de la société, de l'économie et des institutions.

Nous souhaiterions organiser deux journées de réflexion qui s'attachera à étudier ces transformations sociales en profondeur. Notre objectif principal serait l'analyse de quatre mouvements qui, ces trente dernières années, ont attesté l'autonomisation croissante du champ social par rapport aux champs politique et religieux, et dont les mobilisations ont généralement évité aussi bien la contestation frontale de la légitimité du régime que celle de la présence de l'institution cléricale. Néanmoins, dans le même temps, les tensions ou les conflits qui ont accompagné ces processus, et dont les modes de règlement politique ont souvent conforté la caractérisation du régime en termes d' « autoritarisme », voire de « totalitarisme », ont procuré le cadre de négociations ou d'arbitrages qui ont généralisé des interactions entre ces champs et qui ont contribué à brouiller leurs frontières respectives. Il s'agit alors de comprendre comment de telles mobilisations, plus ou moins conflictuelles, ont forgé des mouvements sociaux autonomes et légitimes dont l'évolution demeure tributaire des contextes qui les ont vus naître, en particulier de leur rapport aux principes religieux et aux institutions républicaines.

Seront pris en considération :

. le mouvement des femmes qui a porté la revendication ou la défense de droits civils et qui a permis une participation croissante du « deuxième sexe » à la sphère publique et à la vie économique, éventuellement par le biais de pratiques religieuses telles que le pèlerinage ;

. le mouvement des journalistes qui, sans relâche, s'est efforcé d'instaurer et de maintenir une certaine diversité de la presse écrite, aussi bien à Téhéran que dans les provinces, en dépit des pressions politiques et judiciaires et des mesures de censure ;

. le mouvement de défense des droits des travailleurs, dans le cadre syndical ou sous la forme de grèves, nombreuses, régulières et parfois longues ;

. le mouvement de différenciation, de bureaucratisation et de professionnalisation du clergé chiite qui tout à la fois a dû répondre aux défis du changement social et politique, au développement de formes laïques de mobilisation et d'organisation religieuses dans la société iranienne, et à l'affirmation de la minorité sunnite dans les provinces frontalières.

Le programme reposera sur la collaboration d'acteurs sociaux iraniens et des chercheurs et espère donner lieu à une publication dans une revue ou sous forme d'un livre.

